
POSITIONS / CONTROVERSES

POUR UNE CULTURE DE LA PAIX :

PROGRAMME D'ACTION

Federico Mayor et David Adams

L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 13 septembre 1999, dernier jour de sa cinquante-troisième session, un document remarquable : Déclaration et Programme d'action en faveur d'une culture de la paix (résolution A/53/243). Ce document jette les bases du chantier auquel devra s'attaquer le XXI^e siècle pour réaliser le rêve des siècles passés, à savoir assurer la transition entre une culture de la guerre et de la violence et une culture de la paix et de la non-violence. Telle était l'ambition de la Ligue des nations et, plus tard, de l'ONU, qui a été fondée pour « préserver les générations futures du fléau de la guerre ». Et telle était aussi l'ambition de l'UNESCO, dont l'Acte constitutif s'ouvre sur ces mots : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ». Il y est dit plus loin qu'« une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples ». Par conséquent, « cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ».

Si nous avons à cœur d'atteindre cet objectif, nous nous rendons compte que l'avènement de la paix ne peut se faire que par une véritable action en profondeur. Nous devons nous attaquer aux racines culturelles de la guerre et de la violence et transformer nos valeurs, nos mentalités et nos habitudes quotidiennes pour qu'elles deviennent celles d'une culture nouvelle, une culture dans laquelle le pouvoir serait fondé sur la raison et le dialogue et non sur la violence, qu'elle soit délibérée ou structurelle. Il s'agit là d'une métamorphose

qui exige l'adhésion de chaque individu, de chaque famille, de chaque enseignant et de chaque institution de par le monde, et qui n'a aucun précédent dans l'histoire de l'humanité.

Nous sommes certainement en face d'une entreprise audacieuse et même révolutionnaire. Et, pourtant, nous n'avons pas le choix. Si nous dressons un bilan du XX^e siècle, nous constatons que la guerre est devenue un danger immense et inadmissible qui menace la vie sur terre. Ce n'est pas sans raison qu'Einstein a été considéré comme la personnalité ayant exercé la plus grande influence sur son époque. L'invention de la bombe atomique, qui était pour lui une découverte scientifique, a modifié la physionomie de la guerre. Les armées ne s'affrontent plus sur le champ de bataille. Ce sont maintenant des missiles dirigés à distance qui traversent l'espace en frappant essentiellement des victimes innocentes — femmes, enfants et personnes âgées — et qui menacent de détruire la planète.

En présentant la résolution sur une culture de la paix devant l'Assemblée générale, l'ambassadeur Anwarul Karim Chowdhury (Bangladesh) a déclaré qu'elle constituait un « legs qui se transmettrait de génération en génération ». Il s'agit là, a-t-il souligné, d'« un texte unique à plus d'un égard. C'est un document universel au vrai sens du terme, en ceci qu'il transcende les frontières, les cultures, les sociétés et les nations ». D'orientation pragmatique, il s'adresse à tous, « États, organisations internationales, société civile, chefs de communautés, parents, enseignants, artistes, professeurs, journalistes, travailleurs humanitaires — en fait à tous ceux qui, indépendamment de leur mode de vie et de leur provenance, peuvent contribuer à sa mise en œuvre ».

Nous voici donc embarqués dans une grande aventure, qui nous emmènera vers une civilisation beaucoup plus juste et humaine, respectueuse de la démocratie et viable à long terme.

Programme d'action

Le Programme d'action adopté par l'Assemblée générale constitue la carte routière de notre voyage, qui se déroule en seize étapes :

1. Le Programme d'action fixe les orientations de l'Année internationale de la culture de la paix et de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde

Tout voyage a un point de départ. Le nôtre a démarré en novembre 1997, lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré l'an 2000 Année internationale de la culture de la paix et demandé à l'UNESCO de servir de point de convergence pour sa promotion. Comme le souligne le document dans lequel est proposée l'Année internationale de la culture de la paix, celle-ci a pour objet de mobiliser l'opinion publique aux niveaux national et international, en vue de mettre en place et de promouvoir une culture de la paix. Une seconde étape a été franchie un an plus tard, lorsque la période 2001-2010 a été déclarée Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, grâce à une initiative concertée de l'ensemble des lauréats du prix Nobel de la paix.

Afin de mobiliser l'opinion publique, plusieurs de ces lauréats ont rédigé ensemble un bref document, le Manifeste 2000 (voir encadré). Contrairement à d'autres pétitions, ce manifeste s'adresse non pas aux autorités, mais à chacun d'entre nous en l'exhortant à mettre en pratique une culture de la paix dans sa vie quotidienne. Il sera distribué tout au long de l'Année internationale afin d'être signé dans le monde entier, l'objectif étant de recueillir 100 millions de signatures pour l'Assemblée du millénaire des Nations Unies. Ce qui reviendra à dire aux chefs d'État réunis à cette occasion : « Nous, peuples de la terre, prenons l'engagement de pratiquer une culture de la paix dans notre vie quotidienne ; nous vous exhortons à respecter les mêmes principes dans vos relations entre États », paraphrasant ainsi la Charte des Nations Unies, qui commence par ces mots : « Nous, peuples des Nations Unies... »

En fait, plus de cinquante chefs d'État ont déjà apposé leur signature ou notifié leur adhésion au Manifeste. Il est significatif qu'un million de signatures aient déjà été rassemblées en Algérie, pays où la population a accueilli le Manifeste comme un message d'espoir annonçant un avenir de paix.

Manifeste 2000

Manifeste 2000

Pour une culture de la paix et de la non-violence

Parce que je suis conscient de ma part de responsabilité face à l'avenir de l'humanité et, en particulier, des enfants d'aujourd'hui et de demain, je prends l'engagement, dans ma vie quotidienne, ma famille, mon travail, ma communauté, mon pays et ma région, de :

Respecter toutes les vies

Respecter la vie et la dignité de chaque être humain sans discrimination ni préjugé.

Rejeter la violence

Pratiquer la non-violence active, en rejetant la violence sous toutes ses formes : physique, sexuelle, psychologique, économique et sociale, en particulier envers les plus démunis et les plus vulnérables tels les enfants et les adolescents.

Partager avec les autres

Partager mon temps et mes ressources matérielles en cultivant la générosité, afin de mettre fin à l'exclusion, à l'injustice et à l'oppression politique et économique.

Écouter pour comprendre

Défendre la liberté d'expression et la diversité culturelle en privilégiant toujours l'écoute et le dialogue sans céder au fanatisme, à la médisance et au rejet d'autrui.

Préserver la planète

Promouvoir une consommation responsable et un mode de développement qui tiennent compte de l'importance de toutes les formes de vie et préservent l'équilibre des ressources naturelles de la planète.

Réinventer la solidarité

Contribuer au développement de ma communauté, avec la pleine participation des femmes et dans le respect des principes démocratiques, afin de créer ensemble de nouvelles formes de solidarité.

[Pour signer le Manifeste sur l'Internet ou obtenir davantage de renseignements à son sujet, consulter le site <http://www.unesco.org/manifesto2000>.]

2. Les États membres sont invités à prendre des mesures pour promouvoir une culture de la paix tant au niveau national qu'aux niveaux régional et international

Les États membres sont déjà étroitement associés à l'instauration d'une culture de la paix, à laquelle plus de 100 pays ont manifesté leur adhésion à l'occasion du débat général qui a eu lieu lors de la récente Conférence générale de l'UNESCO. Le 14 septembre 1999 — date du lancement de l'Année internationale de la culture de la paix — une centaine de pays ont organisé des manifestations pour célébrer cet événement (pour plus de détails, consulter le site www.unesco.org/iycp). Dans chaque pays et dans chaque région, les commissions nationales et les bureaux hors siège de l'UNESCO servent de centres de ralliement pour mobiliser l'ensemble de la société en faveur de l'Année internationale. Nombreux sont les pays qui ont élaboré des programmes nationaux pour une culture de la paix, le principal d'entre eux étant la Fédération de Russie.

3. La société civile devrait participer aux activités menées pour une culture de la paix aux niveaux local, régional et national, afin d'en élargir la portée

Ainsi que l'a souligné l'ambassadeur Chowdhury devant l'Assemblée générale, ce qui fait la force d'une culture de la paix, c'est qu'elle réunit tous les acteurs sociaux, indépendamment de leur mode de vie et de leur provenance. Selon ses propres mots, à l'occasion d'une réunion de l'UNESCO, on pourrait assister à une « grande alliance » regroupant tous ceux qui

œuvrent à l'instauration d'une culture de la paix dans leurs domaines respectifs, mais cependant apparentés.

La mobilisation en faveur de l'Année internationale fait déjà de ce vœu une réalité. Au niveau international, les organisations non gouvernementales associées à l'UNESCO (elles sont au nombre de trois cent quarante et un, d'après les derniers chiffres) signent des accords pour faire connaître le Manifeste 2000 et organiser des événements marquants pendant toute la campagne. Des contacts ont été pris avec plus de six mille recteurs d'université et mille maires pour mettre en œuvre ces activités, dont beaucoup sont déjà en voie de réalisation. La principale mobilisation se situe à l'échelle nationale, où les organisations non gouvernementales, les écoles, les universités, les entreprises, les mairies et les parlements nationaux travaillent en collaboration avec le point focal national de chaque pays pour faire participer leurs membres ainsi que les simples citoyens aux activités organisées à l'occasion de l'Année internationale. Ces partenariats devraient s'élargir et se renforcer tout au long de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde.

4. Le système des Nations Unies devrait intensifier l'action qu'il mène actuellement pour promouvoir une culture de la paix

Le Programme d'action en faveur d'une culture de la paix a bénéficié de la contribution d'un grand nombre de programmes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, et il faut espérer que le Comité administratif de coordination, qui, comme son nom l'indique, est chargé de le coordonner, adoptera un système de gestion fondé sur une appréciation des résultats pour les différentes activités à entreprendre à l'appui du Programme. Ainsi qu'on le verra plus loin, chacune des institutions est appelée à jouer un rôle considérable dans sa mise en œuvre.

D'ores et déjà, en ce qui concerne l'Année internationale de la culture de la paix, le Comité administratif de coordination s'est engagé à mobiliser les différentes institutions. Dans les pays, tous les coordonnateurs résidents du système des Nations Unies ont reçu un

exemplaire du Manuel destiné aux points focaux nationaux et ont été invités à prendre part au processus de mobilisation nationale en faveur de l'Année internationale.

5. *L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture devrait continuer à jouer le rôle important qui est le sien dans la promotion d'une culture de la paix et à apporter des contributions de premier ordre à cette entreprise*

Il faut rendre hommage à l'UNESCO qui, dans le cadre de son mandat, a assumé un rôle de premier plan au sein du système des Nations Unies pour promouvoir une culture de la paix. Le départ a été donné en 1995, lors de la vingt-huitième session de la Conférence générale de l'UNESCO, où il a été affirmé que l'enjeu majeur de la fin du XX^e siècle serait d'assurer la transition entre une culture de la guerre et une culture de la paix, laquelle a été placée au centre même de la Stratégie à moyen terme définie pour six ans.

Le concept d'une culture de la paix est présent dans l'action menée par l'UNESCO depuis 1992, lorsqu'elle s'est associée à l'« Agenda pour la paix » proposé par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce concept avait été énoncé pour la première fois dans la Déclaration de Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) en 1989. Estimant que les opérations de maintien de la paix pouvaient certes garantir l'absence de guerre mais ne sauraient, à elles seules, instaurer une paix dynamique et constructive, l'UNESCO avait suggéré d'atteindre cet objectif en engageant les acteurs des conflits dans des entreprises communes de développement humain. Agissant essentiellement dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication, l'UNESCO a offert ses services pour des initiatives visant à consolider la paix à l'issue des conflits. Des projets ont été entrepris dans plusieurs pays d'Amérique centrale et d'Afrique, de même qu'en collaboration avec le gouvernement des Philippines. Le projet le plus remarquable à cet égard est celui entrepris en El Salvador. On trouvera une description complète des activités menées, à cette époque, en faveur d'une culture de la paix dans la monographie intitulée *L'UNESCO et la culture de la paix : promouvoir un mouvement mondial*.

6. *Les partenariats entre les différents acteurs visés par la Déclaration doivent être encouragés et renforcés pour créer un mouvement mondial en faveur d'une culture de la paix*

Ce point est sans doute l'aspect le plus important du document. Pour la première fois, les Nations Unies lancent un appel en faveur d'un « mouvement mondial » en indiquant clairement qu'il devrait se développer par le truchement de partenariats.

Alors que la paix est essentiellement l'affaire des États et des organisations internationales, une culture de la paix ne peut s'instaurer que grâce à un vaste « mouvement » auquel se rallient, partout dans le monde, des personnes de toutes catégories — y compris les acteurs non gouvernementaux de la société civile — pour former, comme on l'a dit plus haut, une « grande alliance ».

La notion de culture de la paix est prise délibérément dans son acception la plus large, de manière à englober les objectifs de toutes les organisations qui œuvrent en faveur de la paix et de la justice, notamment : les droits de l'homme, le développement durable, la participation démocratique et l'égalité des femmes, ainsi que le désarmement et la transformation sociale par des moyens non violents. En d'autres termes, nous pouvons constater que, partout dans le monde, des hommes et des femmes conjuguent leurs efforts pour édifier une culture de la paix, sans que ce soit expressément sous ce nom. Cela est particulièrement vrai de la plupart des organisations non gouvernementales : contrairement aux États qui disposent de la force des armes, celles-ci n'emportent l'adhésion que par la force de leurs arguments — or, tel est le fondement même d'une culture de la paix.

C'est parce que, par principe, une culture de la paix ne doit ni forger ni admettre l'image d'un ennemi qu'elle se différencie de la plupart des grands mouvements sociaux du passé. Elle ne doit pas créer de bouc émissaire, ni désigner un individu ou un peuple à la vindicte populaire, ou encore glorifier tel ou tel parti. Ayant une portée planétaire, elle doit s'appuyer sur l'universalité des valeurs et le droit inaliénable de chaque être humain de vivre dans un climat de paix et de non-violence. Elle ne doit pas dresser l'État contre ses institutions, mais chercher à réformer ces dernières par des moyens démocratiques. Même les institutions

militaires ne doivent pas être considérées comme des adversaires et il faut s'efforcer, par des moyens non violents, de transformer leurs démonstrations de force en des actions de maintien de la paix.

Ce qui fait le succès d'un mouvement est son universalité. Il est fondamental que les États membres des Nations Unies aient adopté le concept de culture de la paix par consensus. Tout aussi fondamental est le caractère universel du Manifeste 2000, qui énonce des valeurs partagées par de très nombreuses personnes dans le monde, qui s'engagent à les respecter.

Tous ceux qui ont pris un tel engagement sont invités à agir dans le cadre des initiatives organisées à travers les partenariats toujours plus nombreux qui se sont formés à l'occasion de l'Année internationale de la culture de la paix. C'est le début d'une grande aventure qui se poursuivra avec la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde.

7. L'un des moyens de promouvoir une culture de la paix serait la mise en commun de l'information relative aux initiatives prises dans ce sens par les différents acteurs

Tout mouvement social correspond fondamentalement à une prise de conscience collective. Il s'agit avant tout d'un phénomène psychologique, d'une attitude, d'un sentiment suscité par le partage d'informations, grâce auquel chacun se rend compte qu'il n'est plus seul mais qu'il fait partie d'un groupe embarqué dans la même aventure.

Il importe naturellement d'avoir recours à tous les moyens d'information disponibles pour faire connaître le mouvement. Les médias mobilisent l'opinion publique et transmettent le message de l'Année internationale de la culture de la paix dans de nombreuses régions du monde. On peut citer à cet égard l'appel lancé par des lauréats du prix Nobel de la paix, dans un spot télévisé de 45 secondes qui est vu par des millions de personnes. Des messages radiodiffusés, des annonces et des articles parus dans la presse, des comptes rendus publiés dans certaines revues de même que plusieurs sites sur l'Internet constituent autant de moyens permettant d'informer le public sur le mouvement en faveur d'une culture de la paix.

Mais un mouvement exige plus que de l'information, il a besoin d'une participation active ou encore, pour citer le Programme d'action (voir plus loin), d'une « communication participative ». Heureusement, nous disposons désormais d'un nouveau moyen, remarquablement efficace, de communication participative grâce au développement de l'Internet. À cet égard, deux systèmes interactifs sont actuellement mis en place sur l'Internet dans le cadre de l'Année internationale de la culture de la paix. Le premier, qui s'appuie sur l'expérience acquise par l'UNESCO avec le réseau Société Planète, offrira un « marché » global aux milliers de projets locaux concernant tous les aspects d'une culture de la paix. Il fournira des données de base non seulement sur les activités en cours, mais aussi sur ce que ces projets peuvent offrir et ce dont ils ont besoin. Le second, intitulé Réseau d'information pour la culture de la paix (Culture of Peace News Network — CPNN), regroupe sur l'Internet des sites indépendants qui diffusent des bulletins d'information en plusieurs langues sur les événements et les productions médiatiques visant à promouvoir une culture de la paix. Toute personne visitant l'un de ces sites est invitée à y apporter sa contribution, dont le contenu sera mis au point par des « modérateurs » qualifiés, qui consacrent bénévolement quelques heures par semaine à la révision de tels rapports, afin qu'ils soient conformes à quelques règles simples applicables à la « culture de la paix ».

8. *La bonne exécution du Programme d'action suppose la mobilisation de ressources, y compris de ressources financières, par les gouvernements, les organisations et les individus intéressés*

Pour prendre de l'ampleur, tout mouvement exige naturellement des moyens. L'UNESCO et ses États membres ont affecté des ressources considérables à la culture de la paix. Les diverses organisations non gouvernementales qui ont forgé des partenariats pour soutenir l'Année internationale de la culture de la paix puisent dans leurs propres fonds pour soutenir cet effort. Les fondations relèvent le défi. Les ressources sont consenties sur une base paritaire et non selon un schéma donateur-bénéficiaire, ce qui est naturellement adapté à un mouvement de caractère social. Cependant, elles sont loin d'être suffisantes. Comme nous

l'avons affirmé à maintes reprises, nous devons apprendre à payer le prix de la paix comme nous avons payé autrefois le prix de la guerre.

9. *Mesures visant à renforcer une culture de la paix par l'éducation*

Il est significatif que les premières mesures indiquées par le Programme d'action concernent l'éducation, qui est la clé de voûte d'une culture de la paix. Il s'agit non pas simplement de dispenser un enseignement technique mais, selon les termes de la Commission Delors sur l'éducation pour le XXI^e siècle, d'apprendre à « vivre ensemble ». Il faut inculquer à tous les niveaux — dans le cadre des écoles, de l'éducation des adultes et de l'éducation informelle — les qualités nécessaires pour promouvoir le dialogue, la médiation, le règlement des conflits, le consensus, la coopération et la transformation sociale par des moyens non violents.

Comme il est dit dans la résolution, il faut commencer par relancer les efforts nationaux et la coopération internationale visant à promouvoir les buts de l'éducation pour tous. Il est donc indispensable que la Conférence sur l'éducation pour tous, qui se réunira à Dakar en avril 2000 sous l'égide de la Banque mondiale, du PNUD, de l'UNICEF, du FNUAP et de l'UNESCO, soit couronnée de succès si l'on veut progresser dans la voie d'une culture de la paix.

La réussite de cette entreprise dépend des enseignants. C'est dire que nous nous félicitons tout particulièrement que la responsabilité en incombe à l'Internationale de l'éducation. Cette organisation internationale non gouvernementale envoie à tous les syndicats d'enseignants qui en font partie, soit 23 millions de membres dans le monde entier, un dossier d'information sur l'Année internationale de la culture de la paix. Ainsi que l'ont confié ses dirigeants à l'UNESCO, le Manifeste 2000 ne fait que réaffirmer les règles de bonne conduite enseignées dans toutes les écoles dignes de ce nom : respecter autrui, refuser la violence, partager, écouter pour comprendre, etc.

L'enseignement supérieur a également un rôle essentiel à jouer. Le Programme d'action évoque à ce propos l'Université des Nations Unies, l'Université pour la paix du Costa Rica et le programme UNITWIN/chaires de l'UNESCO. À cet égard, l'accord conclu en 1999 entre

ces établissements, afin de moderniser l'Université pour la paix, inscrit en tête de ses priorités la promotion d'une culture de la paix.

10. Mesures visant à promouvoir un développement durable sur les plans économique et social

Le Programme d'action énonce des propositions concrètes en vue d'un développement économique et social durable. À mesure qu'augmente l'interdépendance planétaire, nous comprenons enfin que le développement des autres pays nous est profitable, tandis que leur appauvrissement nous est préjudiciable. Il s'agit là d'un changement radical du concept de croissance économique, qui semblait autrefois être le résultat d'une suprématie militaire et d'une violence structurelle s'exerçant aux dépens des vaincus et des plus faibles. Comme il a été déclaré au Sommet mondial de Copenhague, le développement social, la justice sociale et l'éradication de la pauvreté sont indispensables à la paix.

Le mouvement en faveur du développement durable a pris une grande ampleur dans le monde et il est important que le mouvement pour une culture de la paix s'inscrive dans cette perspective. Il faut en tirer la leçon car, il y a moins de dix ans, ce concept n'était pas mieux connu que celui de culture de la paix. Grâce à la Conférence de Rio sur l'environnement et le développement, qui s'est tenue en 1992, et aux mesures qui ont suivi, le concept de développement durable a été pleinement reconnu et a suscité des initiatives partout dans le monde. Ce mouvement peut donc servir d'exemple à la campagne encore plus vaste en faveur d'une culture de la paix, dont le développement durable constitue un volet.

11. Mesures visant à promouvoir le respect de tous les droits de l'homme

L'Assemblée générale des Nations Unies a fait figurer ce point, à juste titre, parmi les aspects essentiels du Programme d'action en faveur d'une culture de la paix. Apprendre à respecter tous les droits humains est, depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée pour la première fois par les Nations Unies en 1948, une autre pierre angulaire du mouvement

pour une culture de la paix et doit présider à son développement. De tout temps, des droits ont été reconnus à l'homme, mais c'est seulement à notre époque que nous reconnaissons leur caractère universel. Ces droits ne sont plus réservés exclusivement à tel ou tel clan, aux riches, aux Européens, à l'élite, aux hommes ou aux adultes. Tous peuvent y prétendre : riches et pauvres, lettrés et illettrés, hommes et femmes, adultes et enfants. Nous appartenons tous à une grande famille et il est utile de préciser que ce principe s'applique à tous les droits de l'homme, c'est-à-dire non pas aux seuls droits politiques mais aussi aux droits économiques et sociaux.

Malgré l'opposition de certains pays et de certaines régions, nous demeurons convaincus qu'il nous faut lutter pour garantir les droits fondamentaux de l'homme au développement et à la paix. Après un débat animé au sein des Nations Unies, le premier de ces droits a été retenu dans le Programme d'action tandis que le second a été omis.

12. Mesures visant à assurer l'égalité entre les femmes et les hommes

Depuis la nuit des temps, la culture de la guerre est liée à la domination de l'homme. Ce sont toujours les hommes qui ont pris les décisions concernant la guerre et la paix et qui ont acquis le pouvoir grâce à leurs exploits militaires. À l'époque de la préhistoire, les rites qui marquaient le passage de l'enfance au statut de guerrier tenaient lieu d'éducation. En faisant de l'égalité entre hommes et femmes l'un des principaux volets de son Programme d'action en faveur d'une culture de la paix, l'Assemblée générale a tenu à souligner le lien qui unit ces deux aspects. Et, d'abord, ce n'est que par la disparition de la culture de la guerre que les femmes pourront échapper à la domination que celle-ci leur faisait subir. Comme il a été reconnu à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing, égalité, développement et paix sont liés de façon indissociable. Par ailleurs, en demandant aux femmes de s'engager dans le combat pour une culture de la paix, on mobilise les énergies qui sont sans doute les plus aptes à entraîner une transformation sociale.

Là encore, il importe de reconnaître le lien entre paix, égalité, éducation et développement. Comme le fait observer le Programme d'action dans sa section sur

l'éducation, il est nécessaire d'« assurer l'égalité d'accès à l'éducation pour les femmes, particulièrement dans l'enfance ». Le Programme revient sur ce point dans la section sur le développement en déclarant qu'il faut « intégrer le souci de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de la population féminine dans le processus de développement ».

13. Mesures visant à favoriser la participation à la vie démocratique

La résolution de l'Assemblée générale met très justement l'accent ici sur la participation et, dans le texte qui suit, elle souligne qu'il importe de promouvoir « les principes et les pratiques démocratiques ». Cet aspect est essentiel, car il ne faut pas tomber dans le piège qui consisterait à ne voir dans la démocratie qu'un ensemble de procédures et de formules toutes faites, telles que « scrutin secret » et « système multipartite ». Pour fonctionner efficacement, la participation démocratique doit solliciter tous les citoyens, à tous les niveaux de la société, et concerner toutes les prises de décisions. Elle doit se conjuguer au quotidien et non pas rester un acte isolé, que l'on accomplit une fois par an.

En fait, la participation démocratique est indispensable à une culture de la paix. Elle seule est capable de se substituer à la volonté de domination exercée par la culture de la guerre, qui à la fois caractérise cette dernière et la nourrit. N'a-t-on pas dit fort justement : « Supposons qu'une guerre soit déclarée et que personne ne réponde à l'appel ? »

14. Mesures visant à développer la compréhension, la tolérance et la solidarité

Il n'y a jamais eu de guerre sans « ennemi ». Pour supprimer la guerre, il faut empêcher toute représentation hostile par la pratique systématique et universelle de la compréhension, de la tolérance et de la solidarité. En ce sens, on peut dire que la culture de la paix est une entreprise « subversive » car elle rend vain l'argument invoqué par les nations pour déclarer la guerre, à savoir qu'elles doivent se défendre contre l'adversaire. On se rappellera à cet égard les mots de Mikhaïl Gorbatchev qui, à l'issue de la guerre froide, a fait observer aux dirigeants occidentaux qu'en faisant la paix avec eux, il les privait d'un ennemi.

Nombreuses sont les mesures recommandées dans la résolution de l'Assemblée générale. L'une des plus utiles figure dans la section sur l'éducation et concerne la révision des manuels scolaires sur une base régionale, de façon que les adversaires d'hier parviennent ensemble à une vision commune de l'histoire. Une récente Conférence sur le thème « Désarmer l'histoire » (Visby, Suède, septembre 1999) a trouvé un écho considérable.

15. *Mesures visant à soutenir la communication participative et la libre circulation de l'information et des connaissances*

Nous sommes persuadés que la révolution technologique, qui a permis de mettre en place des systèmes mondiaux de communication et des moyens interactifs toujours plus perfectionnés, est l'une des raisons pour lesquelles nous pouvons désormais envisager sérieusement, pour la première fois dans l'histoire, la disparition de la guerre et l'avènement d'une culture de la paix. Les moyens de communication sont source de pouvoir et ils se trouvent de plus en plus entre les mains du plus grand nombre et non de quelques privilégiés. Nous devons faire en sorte que les nouvelles technologies soient accessibles à tous. Par exemple, chaque école dans le monde devrait être reliée à l'Internet au moyen d'ordinateurs peu coûteux fonctionnant à l'énergie solaire, via satellite, plutôt que par liaison téléphonique. C'est une affaire non plus de technologie, mais simplement de politique de l'éducation. Les élèves ne seront pas les seuls à pouvoir accéder aux connaissances mondiales et aux peuples de la planète : les enseignants disposeront eux aussi de nouveaux outils puissants et l'ensemble du processus éducatif sera en prise directe sur la réalité sociale. Naturellement, c'est non pas seulement l'accès aux autoroutes de l'information qui importe, mais aussi le contenu de ces dernières. Ce qui nous ramène à l'importance d'initiatives comme celles précédemment évoquées, grâce auxquelles chaque individu peut produire et partager des informations sur l'instauration d'une culture de la paix.

16. *Mesures visant à promouvoir la paix et la sécurité internationales*

Il est significatif que le dernier point figurant sur la liste des mesures à prendre comprenne le désarmement, la reconversion militaire, l'instauration d'un climat de confiance, la démobilisation et la réinsertion des anciens combattants, l'inquiétude suscitée par l'impact des sanctions, autant de questions généralement considérées comme étant de la responsabilité des Nations Unies et des États membres. Elles ont naturellement leur importance et continuent de représenter des objectifs à atteindre. Toutefois, dans le présent contexte, elles constituent non pas une condition préalable mais l'aboutissement d'un processus qui privilégie l'éducation, le développement, la démocratie, la culture et la communication. En d'autres termes, le chemin qui conduit à la paix passe par une culture de la paix.

En conclusion, nous ne pouvons qu'approuver l'affirmation de l'ambassadeur Chowdhury, selon laquelle la Déclaration et le Programme d'action en faveur d'une culture de la paix représentent un « legs qui se transmettra de génération en génération ». Tous deux indiquent la voie à suivre pour trouver une nouvelle façon de « vivre ensemble » au XXI^e siècle.

Langue originale : anglais

Federico Mayor (Espagne)

Actuellement professeur au Centre de biologie moléculaire de l'Université autonome de Madrid, il a été Directeur général de l'UNESCO de 1987 à 1999. Il avait précédemment occupé les fonctions suivantes : recteur de l'Université de Grenade (1968-1972), Président de la Société espagnole de biochimie (1970-1974), Député au Parlement espagnol et Président de la Commission de l'éducation et des sciences de la Chambre des députés (1977-1978), Ministre de l'éducation et des sciences (1981-1982), Directeur de l'Institut des sciences de l'homme à Madrid (1983-1987), député espagnol au Parlement européen à Strasbourg (1987). Membre et membre fondateur de nombreuses académies et associations nationales et internationales. Auteur et maître d'œuvre de nombreuses publications. Citons parmi les plus récentes : *Action for human rights in the twenty-first century* [L'action en faveur des droits de l'homme au XXI^e siècle] (1998) et *Letters to future generations* [Lettres aux générations futures] (1999).

David Adams (États-Unis d'Amérique)

Titulaire d'un doctorat. Directeur de l'Unité de l'Année internationale pour la culture de la paix à l'UNESCO. Après avoir occupé le poste de professeur de psychologie aux Universités Wesleyan et Yale (États-Unis d'Amérique), il est entré à l'UNESCO en 1993 en qualité de consultant afin de mettre en place le Programme pour une culture de la paix. Spécialiste des comportements agressifs, de l'évolution de la guerre et de la psychologie des militants de la paix, il a contribué à rédiger et à faire connaître le Manifeste de Séville sur la violence. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et de nombreuses publications sur la neurophysiologie, la physiologie cardio-vasculaire, la génétique, l'éthologie, la biopsychologie, la psychologie sociale, ainsi que l'anthropologie, l'histoire et l'éthique interculturelles. Un certain nombre de ces études ont permis de jeter les bases d'une culture de la paix.